



**Assemblée générale**

Distr.  
LIMITÉE

A/CN.4/L.707  
30 mai 2007

Original: FRANÇAIS

---

COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL  
Cinquante-neuvième session  
Genève, 7 mai-8 juin et 9 juillet-10 août 2007

**PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL  
SUR LES TRAVAUX DE SA CINQUANTE-NEUVIÈME SESSION**

**Rapporteur: M. Ernest PETRIC**

**CHAPITRE VI**

**EXPULSION DES ÉTRANGERS**

## TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
A. INTRODUCTION .....	1 – 4	3
B. EXAMEN DU SUJET À LA PRÉSENTE SESSION.....	5 – 47	4
1. Présentation par le Rapporteur spécial de [ses] deuxième [et troisième] rapport[s] .....	6 – 12	4
2. Résumé du débat .....	13 – 37	7
a) Observations générales et méthodologie .....	13 – 18	7
b) Champ du sujet.....	19 – 27	8
i) Mesures d'éloignement et situations couvertes par le sujet.....	20 – 23	8
ii) Catégories de personnes couvertes par le sujet .....	24 – 27	9
c) Définitions .....	28 – 33	10
i) La notion d'«étranger».....	29 – 30	10
ii) La notion d'«expulsion» .....	31	11
iii) Les notions de «territoire» et de «frontière» .....	32 – 33	11
d) Autres questions .....	34 – 37	12
3. Conclusions du Rapporteur spécial.....	38 – 47	12

[suite dans A/CN.4/L.707/Add.1]

## A. INTRODUCTION

1. À sa cinquantième session (1998), la Commission a pris note du rapport du Groupe de planification dans lequel avait notamment été identifié le sujet de l'«expulsion des étrangers» aux fins d'inclusion dans son programme de travail à long terme<sup>1</sup> et, à sa cinquante-deuxième session (2000), elle a souscrit à cette conclusion<sup>2</sup>. Un bref plan exposant la structure générale et l'approche possibles d'une étude du sujet était joint en annexe au rapport sur les travaux de cette session de la Commission<sup>3</sup>. Au paragraphe 8 de sa résolution 55/152 du 12 décembre 2000, l'Assemblée générale a pris acte de l'inclusion du sujet dans le programme de travail à long terme.

2. Au cours de sa cinquante-sixième session, la Commission a décidé, à sa 2830<sup>e</sup> séance, le 6 août 2004, d'inscrire le sujet «Expulsion des étrangers» à son programme de travail, et de nommer M. Maurice Kamto Rapporteur spécial pour ce sujet<sup>4</sup>. L'Assemblée générale, au paragraphe 5 de sa résolution 59/41 du 2 décembre 2004, a approuvé la décision de la Commission d'inscrire le sujet à son ordre du jour.

3. Lors de sa cinquante-septième session, la Commission a examiné, de sa 2849<sup>e</sup> à sa 2852<sup>e</sup> séance<sup>5</sup>, le rapport préliminaire présenté par le Rapporteur spécial (A/CN.4/554).

4. À sa cinquante-huitième session, la Commission était saisie du deuxième rapport présenté par le Rapporteur spécial (A/CN.4/573) ainsi que d'une étude du Secrétariat (A/CN.4/565). À la même session, la Commission a décidé d'examiner le deuxième rapport à sa session suivante, en 2007<sup>6</sup>.

---

<sup>1</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 10 (A/53/10)*, par. 554.

<sup>2</sup> *Ibid.*, cinquante-cinquième session, *Supplément n° 10 (A/55/10)*, par. 729.

<sup>3</sup> *Ibid.*, annexe.

<sup>4</sup> *Ibid.*, cinquante-neuvième session, *Supplément n° 10 (A/59/10)*, par. 364.

<sup>5</sup> *Ibid.*, soixantième session, *Supplément n° 10 (A/60/10)*, par. 242-274.

<sup>6</sup> *Ibid.*, soixante et unième session, *Supplément n° 10 (A/61/10)*, par. 252.

## **B. EXAMEN DU SUJET À LA PRÉSENTE SESSION**

5. À la présente session, la Commission était saisie des deuxième et troisième rapports présentés par le Rapporteur spécial (A/CN.4/573 et A/CN.4/581), qu'elle a examinés, respectivement, de sa 2923<sup>e</sup> à sa 2926<sup>e</sup> séance, du 23 au 29 mai 2007, et de ... à sa ... séance, du ... au ... juillet 2007. À sa 2926<sup>e</sup> séance, le 29 mai 2007, la Commission a décidé le renvoi au Comité de rédaction des projets d'articles 1 et 2, tels que révisés par le Rapporteur spécial lors de la même séance<sup>7</sup>.

[suite dans A/CN.4/L.707/Add.1]

### **1. Présentation par le Rapporteur spécial de [ses] deuxième [et troisième] rapport[s]**

6. Le Rapporteur spécial a rappelé que la Commission avait approuvé l'essentiel des options du Rapporteur spécial et de l'esquisse de plan de travail figurant à l'annexe I du rapport préliminaire. Les États qui s'étaient exprimés à la session de 2005 de la Sixième Commission de l'Assemblée générale avaient manifesté leur soutien à l'approche générale proposée par le Rapporteur spécial, en soulignant également l'intérêt, l'actualité et la complexité du sujet.

7. Le sujet se prêtait sans conteste à la codification, étant donné l'existence d'un corps de règles coutumières, d'un matériau conventionnel abondant, d'une doctrine déjà ancienne et d'une jurisprudence internationale et régionale qui, bien que relativement récente, était fermement établie. L'étude du sujet par la Commission était d'autant plus urgente que l'on pouvait constater une tendance croissante de la part des États à procéder à des expulsions sans observer les règles fondamentales des droits de l'homme, notamment dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et face au phénomène grandissant de l'immigration illégale et de l'afflux de réfugiés.

8. Le deuxième rapport, qui introduisait l'étude des règles générales sur l'expulsion des étrangers, traitait du champ du sujet et de la définition de ses termes constitutifs.

9. Un consensus semblait s'être dégagé, tant au sein de la Commission qu'à la Sixième Commission, sur l'inclusion dans le sujet des personnes résidant sur le territoire d'un État dont elles n'ont pas la nationalité, en distinguant les personnes en situation régulière de celles en

---

<sup>7</sup> Voir *infra*, notes 11 et 12.

situation irrégulière, y compris celles qui résident depuis longtemps dans l'État expulsant. Devraient aussi être inclus les réfugiés, les demandeurs d'asile, les apatrides et les travailleurs migrants. En revanche, certains membres et certaines délégations avaient exprimé des doutes sur l'inclusion dans le sujet du refus d'admission d'immigrants illégaux, de la situation de personnes ayant changé de nationalité par suite d'une modification du statut du territoire où elles résidaient, dans le contexte de la décolonisation, et de la situation des ressortissants d'un État en situation de conflit armé. Le Rapporteur spécial estimait, pour sa part, que devaient être exclus du sujet le refus d'admission et la situation d'étrangers bénéficiant de privilèges et immunités en vertu du droit international. En revanche, aux termes du projet d'article 1<sup>8</sup>, devaient y être inclus, en particulier, les étrangers en situation régulière ou irrégulière, les réfugiés, asilés, apatrides, travailleurs migrants, ressortissants d'un État ennemi et ressortissants de l'État expulsant ayant perdu leur nationalité ou déchu de celle-ci. L'expulsion des nationaux, qui était en principe interdite, serait abordée dans le troisième rapport.

10. S'agissant de la définition des termes employés, à laquelle était consacré le projet d'article 2<sup>9</sup>, le Rapporteur spécial proposait d'appréhender la notion d'«étranger» par opposition

---

<sup>8</sup> «Article premier: Champ d'application

1. Le présent projet d'articles s'applique à toute personne se trouvant dans un État dont elle n'est pas un ressortissant.

2. Il s'applique en particulier aux étrangers en situation régulière ou irrégulière dans l'État d'accueil, aux réfugiés, asilés, apatrides, travailleurs migrants, ressortissants d'un État ennemi, ressortissants de l'État expulsant ayant perdu leur nationalité ou déchu de celle-ci.»

<sup>9</sup> «Article 2: Définitions

Aux fins du présent projet d'articles:

1. On entend par expulsion d'un étranger, l'acte ou le comportement par lequel un État expulsant contraint un ressortissant d'un autre État à quitter son territoire.

2. On entend par:

a) Étranger, un ressortissant d'un État autre que l'État territorial ou État expulsant;

b) Expulsion, un acte ou un comportement par lequel l'État expulsant contraint l'étranger à quitter son territoire;

à celle de «ressortissant» plutôt que de «national». Malgré le sens variable du terme «ressortissant», il était envisageable de lui accorder une signification plus large que celle de «national», pour couvrir également des personnes relevant de l'autorité d'un État en vertu d'un lien juridique particulier, comme les réfugiés, les asilés, les apatrides ou les personnes rattachées à des territoires sous mandat ou protectorat. Au besoin, la formulation du projet d'article 2, paragraphe 2, alinéa *d* pouvait être modifiée pour faire apparaître la nationalité comme le lien juridique principal dans le présent contexte<sup>10</sup>.

11. Dans le rapport préliminaire, le terme «expulsion» désignait un acte unilatéral de l'État par lequel celui-ci contraignait un étranger à quitter son territoire. Néanmoins, compte tenu des observations de certains membres et de la jurisprudence internationale récente, le Rapporteur spécial s'était rendu à l'idée que l'«expulsion» visait aussi des cas où un État, par son comportement, contraignait un individu à quitter son territoire.

12. L'expulsion impliquant la sortie du territoire d'un État par le franchissement d'une frontière, le projet d'article 2 proposait également une définition des termes «frontière» et «territoire».

[suite dans A/CN.4/L.707/Add.1]

---

c) Frontière, la zone des confins du territoire de l'État expulsant dans laquelle l'étranger ne bénéficie plus du statut de résident et au-delà de laquelle s'achève la procédure nationale d'expulsion;

d) Ressortissant, toute personne qui, par quelque lien juridique, y compris la nationalité, relève [de la juridiction] [de la compétence personnelle] d'un État;

e) Territoire, l'espace où l'État exerce l'ensemble des compétences déduites de sa souveraineté.»

<sup>10</sup> Le Rapporteur spécial proposait la formulation alternative suivante: «Toute personne qui a la nationalité d'un État ou qui, par quelque autre lien juridique, relève de la [compétence personnelle] [juridiction] d'un État.»

## 2. Résumé du débat

### a) Observations générales et méthodologie

13. Le Rapporteur spécial a été félicité pour la qualité et la profondeur de ses deuxième [et troisième] rapports. Une vive reconnaissance a aussi été exprimée pour l'étude analytique préparée par le Secrétariat, qui constituait un instrument de travail précieux pour le traitement du sujet par la Commission.

14. Plusieurs membres ont souligné l'importance, l'actualité et la complexité du sujet, compte tenu en particulier de l'accroissement du phénomène des migrations, y compris les migrations irrégulières, et des défis posés par la lutte contre le terrorisme.

15. Selon un point de vue, le sujet de l'expulsion des étrangers se prêtait davantage à la négociation politique qu'à la codification par un organe d'experts. Cependant, plusieurs membres étaient d'avis que le sujet se prêtait à la codification, et il a été affirmé que celle-ci pouvait prendre la forme de projets d'articles en vue de l'adoption d'une convention internationale.

16. Certains membres étaient d'avis qu'il convenait d'examiner l'ensemble des règles existantes dans différents domaines, y compris les règles conventionnelles, pour tenter d'en dégager un régime général qui préserverait toutefois les règles spéciales établies par certains régimes particuliers. Selon un autre avis, il n'était pas judicieux de tenter d'élaborer des règles générales en la matière, la Commission devant plutôt s'atteler à définir les règles s'appliquant aux diverses catégories d'étrangers.

17. Plusieurs membres ont manifesté leur soutien à l'approche générale suivie par le Rapporteur spécial, en soulignant en particulier la nécessité de trouver un équilibre entre le droit d'un État à expulser des étrangers et le respect des règles pertinentes du droit international, y compris celles relatives à la protection des droits de l'homme et au traitement minimal des étrangers. On a également affirmé que la Commission devait porter son attention sur les droits et obligations des États, et non seulement sur la relation entre l'État expulsant et l'individu expulsé.

18. Il a été observé que la question de l'expulsion des étrangers était principalement régie par les droits nationaux, les États ayant incontestablement le droit d'expulser des étrangers sous

réserve du respect des règles pertinentes du droit international. Une attention particulière devait être portée sur la jurisprudence nationale, qui contribuait au développement de certains critères visant à éviter l'exercice arbitraire du droit d'expulser.

## **b) Champ du sujet**

19. Plusieurs membres ont souligné la nécessité de définir clairement le champ du sujet, qui ne se limitait pas à l'aspect *ratione personae*. Le débat a porté sur les mesures d'éloignement, sur les situations et sur les personnes devant être couvertes. Certains membres ont suggéré de simplifier le paragraphe 1 du projet d'article 1, tel que proposé par le Rapporteur spécial, en énonçant que les projets d'articles s'appliquaient à l'expulsion des étrangers. Une proposition a été faite de renoncer au projet d'article 1, puisque le projet d'article 2, consacré aux définitions, pouvait suffire à délimiter le champ du sujet.

### *i) Mesures d'éloignement et situations couvertes par le sujet*

20. Alors que plusieurs membres se sont prononcés pour l'exclusion de la non-admission des étrangers du champ du sujet, certains membres ont exprimé une préférence pour son inclusion, notamment afin de prendre en compte les intérêts des nombreux immigrants illégaux qui étaient détenus pendant de longues durées dans des zones internationales. Selon un point de vue, la véritable problématique devant être abordée par la Commission ne se limitait pas à l'expulsion, mais concernait plus généralement les moyens – y compris le refus d'admission – à la disposition des États afin de contrôler la présence des étrangers sur leur territoire. Il a aussi été suggéré que soit incluse dans le sujet la situation des étrangers demandant leur admission dans un État alors même qu'ils se trouvent déjà sur le territoire de cet État. En outre, dans certains cas, le refus d'admission pouvait être incompatible avec le principe du non-refoulement.

21. Divers membres ont approuvé l'exclusion de l'extradition du champ du sujet. On a toutefois proposé de traiter de l'hypothèse d'une expulsion constituant une extradition déguisée. En outre, certains membres ont objecté à la proposition du Rapporteur spécial d'exclure du champ du sujet les transferts (ou remises) extraordinaires, ou extrajudiciaires, qui soulevaient de sérieux problèmes en droit international.



22. Des avis divergents ont été exprimés à propos de l'inclusion ou non, dans le champ du sujet, des expulsions se produisant dans le cadre d'un conflit armé. Alors que certains membres étaient d'avis que la Commission devait en traiter, d'autres membres estimaient que la Commission devait, le cas échéant au moyen d'une disposition expresse, exclure de ses projets d'articles une question qui faisait l'objet de règles bien établies du droit des conflits armés, s'agissant en particulier des expulsions en cas d'occupation militaire. Il a été proposé également d'insérer une clause «sans préjudice» visant les règles du droit international humanitaire.

23. Il a été suggéré que la Commission se penche sur la question des épurations ethniques, dans la mesure où celles-ci ont pour cibles des étrangers, ainsi que sur la dénationalisation suivie d'expulsion, dont la conformité au droit international pouvait apparaître douteuse. Il a été considéré qu'il fallait inclure dans le sujet la situation des personnes devenues étrangères à la suite de la naissance d'un nouvel État.

*ii) Catégories de personnes couvertes par le sujet*

24. Plusieurs membres ont estimé que les projets d'articles devaient viser les étrangers physiquement présents sur le territoire de l'État expulsant, que cette présence soit légale ou pas. Cependant, l'élaboration d'un régime juridique concernant l'expulsion devait tenir compte de la distinction entre ces deux catégories d'étrangers. Il a été également proposé de clarifier que les projets d'articles ne s'appliquaient qu'aux personnes physiques, à l'exclusion des personnes morales.

25. Alors que certains membres ont souligné l'utilité du paragraphe 2 du projet d'article 1, contenant une liste de catégories d'étrangers devant être couverts, d'autres membres estimaient ce paragraphe inutile, les exemples cités devant tout au plus figurer dans le commentaire. Il a aussi été suggéré de fondre les paragraphes 1 et 2 de ce projet d'article, en supprimant du texte du paragraphe 2 l'expression «en particulier». Selon un autre point de vue, le champ actuel des projets d'articles était trop vaste, la Commission devant limiter ses travaux à certaines catégories d'étrangers qu'il convenait de définir.

26. Alors que l'exclusion du champ du sujet des individus au bénéfice de privilèges et immunités en vertu du droit international a été expressément appuyée par certains membres, des avis divergents ont été exprimés à propos de l'inclusion ou pas des travailleurs migrants.

Certains membres ont suggéré d'exclure les réfugiés et les apatrides, leur statut au regard de l'expulsion étant bien établi et faisant l'objet d'un corps de règles existantes, notamment conventionnelles. En revanche, d'autres membres estimaient que les réfugiés et les apatrides devaient être couverts par les projets d'articles, du moins dans la mesure où les règles visant spécifiquement ces catégories de personnes laissaient subsister des lacunes ou comportaient des insuffisances. Dans cette perspective, il a été proposé que la Commission tienne compte des recommandations formulées par le Comité exécutif du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. On a aussi proposé de faire figurer dans les projets d'articles une clause «sans préjudice» visant les règles relatives aux réfugiés.

27. Enfin, il a été suggéré de faire allusion, dans le commentaire des projets d'articles, à l'illicéité de l'expulsion des nationaux.

### **c) Définitions**

28. Alors que certains membres ont souligné l'importance, à ce stade, d'une élucidation des notions clefs du sujet, en veillant également à ce que les termes (notamment ceux d'«État expulsant», «État d'accueil» ou «État territorial») soient employés de manière uniforme dans les projets d'articles, on a aussi estimé qu'il était préférable que la Commission progresse dans ses travaux avant de fixer des définitions.

#### *i) La notion d'«étranger»*

29. Plusieurs membres ont contesté l'approche du Rapporteur spécial consistant à appréhender la notion d'«étranger» par opposition à celle de «ressortissant» plutôt que de «national». En particulier, il a été observé que la définition de «ressortissant» proposée par le Rapporteur spécial était trop large, qu'elle était source de confusion, et que le terme en question était intraduisible, notamment en anglais et en espagnol; il convenait donc de s'en tenir au critère de la nationalité. De même, certains membres ont proposé de modifier la teneur de l'alinéa *a* du paragraphe 2 du projet d'article 2, en définissant l'«étranger» comme une personne qui n'est pas un national de l'État expulsant, sans faire aucune référence aux liens que pouvait entretenir l'individu en question avec un autre État. On a également suggéré que la Commission se penche sur la question de la double nationalité, et cela à la lumière de la règle selon laquelle l'expulsion

des nationaux devrait être interdite; en outre, il convenait de préciser que les apatrides étaient inclus dans la définition des «étrangers».

30. On a fait observer que certaines catégories d'étrangers, comme les «réfugiés», les «requérants d'asile» et les «travailleurs migrants», méritaient d'être définies. Il a été proposé de retenir une définition large du terme «réfugié», tenant compte des évolutions récentes ayant affecté cette notion.

*ii) La notion d'«expulsion»*

31. Plusieurs membres ont suivi le Rapporteur spécial dans sa définition large de la notion d'«expulsion», figurant à l'alinéa *b* du paragraphe 2 du projet d'article 2, basée sur le critère de la «contrainte» pouvant être exercée par un acte juridique ou par un comportement de l'État expulsant. Cependant, on a estimé nécessaire de clarifier que cette définition ne couvrait pas l'extradition (avec la possible exception d'une expulsion constituant une forme déguisée d'extradition). On a souligné, en outre, la nécessité d'élaborer des critères permettant de déterminer si un comportement de l'État devait être assimilé à une expulsion. À cet effet, il a été suggéré de préciser que ledit comportement devait consister dans l'exercice d'une contrainte ne laissant à l'étranger d'autre choix que de quitter le territoire de l'État. Selon un autre point de vue, l'expulsion devait être définie comme un «acte», le «comportement» de l'État revêtant une pertinence surtout dans le contexte de la responsabilité pour fait internationalement illicite.

*iii) Les notions de «territoire» et de «frontière»*

32. Certaines réserves ont été émises au sujet des définitions figurant aux alinéas *c* et *e* du paragraphe 2 du projet d'article 2. On a également affirmé que la Commission devait examiner les implications juridiques de la présence d'un étranger dans la mer territoriale ou dans les eaux intérieures d'un État. Selon un point de vue, la «mer territoriale» ne devait pas être incluse dans la définition du «territoire» d'un État pour les fins des projets d'articles.

33. On a mis en doute la pertinence, pour la définition des frontières d'un État, de la notion de «résidence» à laquelle faisait référence le paragraphe 2, alinéa *c* du projet d'article 2. Il a été souligné que dans les zones aéroportuaires, les États devaient respecter l'ensemble de leurs obligations internationales, y compris le droit à l'assistance consulaire. En outre, de l'avis de

certaines membres, une définition appropriée de notion de «territoire» rendrait inutile toute définition du terme «frontière».

**d) Autres questions**

34. Il a été soutenu que l'article 13 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques reflétait des principes universellement acceptés, qui pouvaient constituer une base appropriée pour les travaux de la Commission. Ont été également mentionnées certaines dispositions figurant dans des instruments régionaux de protection des droits de l'homme, notamment les Protocoles n<sup>os</sup> 4 et 7 à la Convention européenne des droits de l'homme, la Convention américaine des droits de l'homme, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et la Charte arabe des droits de l'homme (dans sa nouvelle version de 2004).

35. Il a été proposé que la Commission examine les possibles motifs d'illégalité d'une expulsion, en se penchant également sur la question de la licéité des mesures d'expropriation ou de confiscation accompagnant parfois l'expulsion d'un étranger. Cependant, il a été observé qu'il ne revenait pas à la Commission d'entreprendre un examen détaillé de la réglementation relative à l'expropriation.

36. Mention a été faite de la question de savoir si et dans quelle mesure l'État expulsant devait accorder à l'étranger expulsé la faculté de choisir l'État de destination. Dans ce contexte, la détermination de la nationalité revêtait une importance particulière dès lors qu'en principe, seul l'État national était obligé d'accepter une personne expulsée.

37. Certains membres de la Commission ont affirmé que l'expulsion collective des étrangers était interdite en droit international contemporain; en outre, il a été soutenu que l'interdiction du refoulement était une règle de *jus cogens*.

**3. Conclusions du Rapporteur spécial**

38. Le Rapporteur spécial a remercié les membres de la Commission pour leurs observations et commentaires, qui avaient retenu sa meilleure attention. Certaines remarques portaient cependant sur des aspects déjà débattus par la Commission et pour lesquels la Commission avait déjà donné au Rapporteur spécial des orientations, approuvées par l'Assemblée générale. Le Rapporteur spécial demeurait d'avis que le sujet se prêtait à la codification par un organe d'experts, étant

entendu que les États pourraient ensuite entamer une négociation politique sur le produit des travaux de la Commission.

39. En réponse à certaines remarques d'ordre méthodologique, le Rapporteur spécial a réitéré sa préférence, qui avait été approuvée par la Commission, pour une analyse des règles générales relatives au sujet, analyse qui serait suivie de l'examen des règles s'appliquant à des catégories spécifiques d'étrangers. Les conséquences juridiques d'une expulsion, ainsi que ses effets potentiels sur le patrimoine d'un étranger, ne seraient pas perdus de vue dans les rapports subséquents, sans qu'il faille pour autant en faire mention dans le projet d'article 1 consacré au champ du sujet.

40. Le Rapporteur spécial a appuyé la proposition de préciser, dans le commentaire du projet d'article 1, que les projets d'articles visaient uniquement les personnes physiques. En répondant aux membres qui s'étaient prononcés pour l'exclusion des réfugiés et des apatrides du champ du sujet, le Rapporteur spécial a fait observer que les instruments juridiques existants n'établissaient pas un régime complet relatif à l'expulsion de ces catégories de personnes. Il convenait donc que la Commission examine les règles applicables à ces personnes – y compris le non-refoulement des réfugiés – en tenant compte du droit et de la pratique contemporains. La même remarque valait pour l'expulsion des étrangers ennemis, qui n'était pas réglée par les instruments de droit international humanitaire.

41. Selon le Rapporteur spécial, l'énumération des diverses catégories d'étrangers qui figurait au paragraphe 2 du projet d'article 1 était nécessaire. La suppression de ce paragraphe, qui avait été proposée par certains membres, aurait pour effet d'élargir indûment le champ *ratione personae* du projet d'articles à n'importe quelle catégorie d'étrangers, y compris, par exemple, ceux qui sont au bénéfice de privilèges et immunités en vertu du droit international.

42. La Commission et la quasi-totalité des États qui s'étaient exprimés à la Sixième Commission avaient manifesté une préférence pour l'exclusion de la non-admission du champ du sujet. Le Rapporteur spécial continuait de partager cet avis, puisqu'un étranger ne pouvait être expulsé avant d'avoir été admis, et que l'admission des étrangers relevait de la souveraineté de chaque État. Néanmoins, les États devaient respecter, dans les zones internationales, l'ensemble

des règles pertinentes du droit international, y compris celles relatives aux droits fondamentaux de la personne humaine.

43. La question de l'extradition déguisée au moyen d'une expulsion serait traitée dans l'un des prochains rapports. En revanche, le Rapporteur spécial n'appuyait pas la proposition d'inclure dans le sujet la question des transferts de criminels, qui relevait du droit pénal international. La soumission de ces transferts aux règles relatives à l'expulsion des étrangers risquerait de compromettre l'efficacité de la coopération entre États dans la lutte contre la criminalité, y compris le terrorisme.

44. Le Rapporteur spécial a pris acte des réserves exprimées par plusieurs membres de la Commission au sujet de l'emploi du terme «ressortissant». Celui-ci serait dorénavant employé comme synonyme de «national». Cependant, les notions de «non-national» et d'«étranger» n'étaient pas toujours équivalentes, certaines catégories de «non-nationaux» n'étant pas considérés comme des étrangers aux fins de l'expulsion selon la législation de certains États. La problématique de la double nationalité serait discutée dans les rapports subséquents.

45. Le Rapporteur spécial s'est dit d'accord sur la nécessité de définir la contrainte que le comportement d'un État doit exercer pour être qualifié d'«expulsion».

46. S'agissant, enfin, des notions de «territoire» et de «frontière», le Rapporteur spécial a insisté pour le maintien des définitions proposées. La définition du «territoire» correspondait à celle unanimement admise, qui comprenait en particulier les eaux intérieures et la mer territoriale. La notion de «frontière» devait, quant à elle, faire l'objet d'une définition spécifique dans le cadre du présent sujet. En effet, aux fins de l'immigration, la frontière apparaissait comme une zone (par exemple, portuaire, aéroportuaire ou douanière) plutôt que comme une ligne.

47. À la lumière de ces considérations, le Rapporteur spécial a présenté à la Commission une version révisée des projets d'articles 1<sup>11</sup> et 2<sup>12</sup>.

[suite dans A/CN.4/L.707/Add.1]

-----

---

<sup>11</sup> «1. Le présent projet d'articles s'applique à l'expulsion des étrangers, énumérés au paragraphe 2 du présent article, se trouvant dans le territoire de l'État expulsant.

ou:

1. Le présent projet d'articles s'applique à l'expulsion, par un État, des étrangers énumérés au paragraphe 2 du présent article, se trouvant dans son territoire.

2. Sont concernés les étrangers en situation légale ou illégale dans l'État expulsant, les réfugiés, asilés, apatrides, travailleurs migrants, ressortissants d'un État ennemi, ressortissants de l'État expulsant ayant perdu leur nationalité ou déchu de celle-ci.»

<sup>12</sup> «Aux fins du présent projet d'articles, on entend par:

- a) Expulsion, un acte juridique ou un comportement par lequel un État contraint un étranger à quitter son territoire;
- b) Étranger, une personne qui n'a pas la nationalité de l'État sur le territoire duquel elle se trouve, sauf si la législation dudit État en dispose autrement;
- c) Comportement, tout fait des autorités de l'État expulsant contre lequel l'étranger ne dispose d'aucune voie de recours et qui ne lui laisse d'autre choix que de quitter le territoire dudit État;
- d) Territoire, l'espace où l'État exerce l'ensemble des compétences déduites de sa souveraineté;
- e) Frontière, la zone des confins du territoire de l'État expulsant dans laquelle l'étranger ne bénéficie pas du statut de résident et au-delà de laquelle s'achève la procédure d'expulsion.»